quence, si l'hon. député de Victoria voulait le seconder, que la Colombie Britannique fut exemptée de l'opération de l'acte.

Sur une proposition de prendre une division avant six heures ou d'ajourner,

M. MACKENZIE dit qu'il ne serait pas convenable de rompre la discussion en deux, et proposait une division. Mais il devrait y avoir une discussion attentive, car ce serait un grand malheur si l'amendement était adopté, car il ferait un tort immense au pays.

M. BUNSTER se lève et se dispose à parler quand on annonce qu'il est six heures et la Chambre se lève.

SÉANCE DU SOIR.

La Chambre en comité reprend l'examen du bill de faillite.

M. BUNSTER reprend le débat. Il dit qu'il se sent appelé par les intérêts de ses mandants à discuter l'importante question maintenant devant la Chambre. La dernière session il s'était efforcé d'obtenir l'insertion d'une clause dans l'acte de faillite pour le bénéfice des cultivateurs de la Colombie-Britannique; comme il ne réussit pas en cette occasion, il discutera le principe général si les cultivateurs et mécaniciens ne devraient pas avoir la même protection que le bill offrirait aux commerçants. C'était une politique erronée de la part du gouvernement d'exclure les classes qu'il venait de nommer, mais cela avait été fait sans doute sans intention. C'est un bill hors de mode qui ne protège pas tous les intérêts dans un nouveau pays. On savait bien que toutes nos richesses venaient des produits du sol, et en conséquence les cultivateurs plus que tous autres avaient droit à considération et protection. Mais, malheureusement pour eux-mêmes, ils n'accordaient pas une attention suffisante à leurs propres intérêts, et des avocats, des docteurs et boutiquiers étaient élus en grand nombre au parlement. Mais parce que les cultivateurs étaient blâmables de ne pas considérer leurs intérêts, cela ne donnait pas au Parlement une raison de leur faire une injustice. Il supporte cordialement l'amendement proposé par l'hon. député d'Hastings Nord en autant qu'il pose le principe

que tout homme devrait être traité de la même manière en législatif, de sorte que les cultivateurs auraient le bénéfice de protection d'après l'acte. Ce n'est pas juste de refuser au cultivateur le bénéfice de la loi de Faillite et de l'accorder au commerçant. Les cultivateurs confiaient souvent aux courtiers de l'argent à placer, et si par mauvaise conduite le courtier devient dans l'embarras, il peut invoquer la protection de la loi de Faillite, tandis que le cultivateur dont l'argent est dissipé n'avait pas cet avantage. Le même argument peut aussi s'appliquer aux banquiers et quelques autres personnes mentionnées dans le bill. Il désire voir passer une mesure plus simple et en même temps plus compréhensible, une mesure qui pourrait être facilement comprise. Les Etats-Unis ont donné au Canada un excellent exemple sous ce rapport et avaient fait des lois qui étaient aisément interprétées et comprises, car là les cultivateurs contrôlaient le pays et élisaient pour la législature des représentants de leur propre classe. Toute la législation faite en Canada était contraire aux intérêts des cultivateurs, ce qui expliquait le fait que la classe agricole n'était pas aussi prospère dans la Puissance que dans l'Union voisine. Il ne désirait voir aucune législation de classe, et le bill devant le comité était de cette nature. D'après le bill, un vacher pourrait invoquer protection, mais le cultivateur ne le pourrait pas; ce qui équivalait à dire qu'un homme qui garde une espèce de vaches pourrait être un insolvable, tandis qu'un homme qui garde des vaches d'une autre couleur ne le pourrait pas. Encore, si les meuniers étaient pour avoir l'avantage de l'acte, il n'y avait pas de raison pour que les modistes fassent placées sur un pied différent. Il était de plus très-injuste d'exclure les mineurs de l'acte, lorsqu'ils plaçaient de forts capitaux pour développer les ressources minérales du pays.

M. BLAIN désirait, comme la question était soulevée touchant l'exclusion des cultivateurs du bill, qu'il lui fut permis en sa qualité de député d'un comté agricole de déclarer que ce serait un grand malheur pour les cultivateurs si l'acte devait s'étendre à eux. Un examen des termes de l'acte démontrerait qu'il a été fait dans le but de s'ap-